GÉOBS :
LES INFRASTRUCTURES DE DONNEES GEOGRAPHIQUES DANS LA GOUVERNANCE INFORMATIONNELLE DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET DE RECHERCHE FINANCE PAR LA REGION NOUVELLE - AQUITAINE (2015 –2017)
COORDONNE PAR LE CNRS (LABORATOIRES PASSAGES-BORDEAUX ET LETG-BREST)

Enquête 2017 auprès des coordinateurs des Infrastructures de Données Géographiques en France

UMR PASSAGES — BORDEAUX
UMR LETG — BREST
UMR PRODIG — PARIS
UMR LABRI — BORDEAUX
EA MICA — BORDEAUX

Enquête 2017 auprès des coordinateurs des Infrastructures de Données Géographiques en France	
Date de création	14 juin 2017
Dernière révision	27 octobre 2017

Auteurs	- Administration de l'enquête et statistique :
	  o Adeline Maulpoix, CNRS, UMR LETG
	
	- Analyse des résultats :
	  o Matthieu Noucher, CNRS, UMR Passages
	  o Olivier Pissoat, CNRS, UMR Passages
	  o Grégoire Le Campion, UMR Passages
	  o Françoise Gourmelon, CNRS, UMR LETG
	  o Pierre Gautreau, Université Paris 1, UMR PRODIG

Remerciements	- L'ensemble des responsables d'IDG ayant répondu à l'enquête
	- Les relais de l'enquête auprès du réseau de l'AFIGÉO :
	  o Christine Archias, CRIGE PACA
	  o Elise Ladurelle, AFIGEO
	- Les relais de l'enquête auprès des services de l'Etat :
	  o Pascal Lory, CNIG
	- Les autres membres de l'équipe du projet GÉOBS pour les discussions sur la conception et l'analyse des résultats :
	  o Xavier Amelot, UMR ADESS
	  o Marina Duféal, UMR Passages
	  o Jade Georis-Creuseveau, UMR Passages
	  o Guy Melançon, UMR LaBRI
	  o Julie Pierson, UMR Passages
	  o Bruno Pinaud, UMR LaBRI
	  o Mathias Rouan, UMR LETG
	  o Nathalie Pinède, EA MICA
	  o Karel Soumagnac-Colin, EA MICA

Licence	Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Ouverte
Citer le document	Maulpoix A., Noucher M., Pissoat O., Grégoire Le Campion, Gourmelon F., P. Gautreau « Enquête 2017 auprès des coordinateurs des Infrastructures de Données Géographiques en France ». Rapport intermédiaire du projet de recherche GÉOBS. 2017. 17 p.

SOMMAIRE

SOMMAIRE **3**

PREAMBULE **4**
COMPLEMENTARITE DES LIVRABLES DE RESTITUTION DE L'ENQUETE 4
ACCESSIBILITE DES DONNEES : UNE LOGIQUE D'OPEN SCIENCE 4

CONTEXTE DE L'ENQUETE : LE PROJET DE RECHERCHE GÉOBS **5**

PRESENTATION DE L'ENQUETE : OBJECTIF ET DEROULEMENT **6**

BILAN DE L'ENQUETE : TAUX DE REPONSE ET REDEFINITION DU CORPUS **7**
1. CORPUS INITIAL 7
2. TAUX DE RETOUR DE L'ENQUETE AUPRES DES 45 IDG FRANÇAISES 8
3. REDEFINITION DU CORPUS 8

ANALYSE DES RESULTATS **10**
1. FONCTIONNALITES 10
1.1. Des évolutions technologiques centrées sur l'actualisation des briques logicielles *10*
1.2. Moissonnage : vers une intensification de la mise en réseau des géocatalogues *10*
2. ANIMATION 12
2.1. Un développement des actions de communication *12*
2.2. La confirmation de la spécialisation des pôles métiers *13*
2.3. Des actions collaboratives aux différents stades de création des données *15*
3. STRATEGIES 15
3.1. Des publics ciblés selon les échelons territoriaux *15*
3.2. Les multiples facettes du partage de données *16*
3.3. La difficile question de l'égalité de traitement informationnel des territoires *16*

CONCLUSION, PERSPECTIVES **17**

PREAMBULE

Complémentarité des modes de restitution de l'enquête

L'enquête réalisée entre janvier et mars 2017 auprès des responsables des Infrastructures de Données Géographiques (IDG) françaises a fait l'objet d'une analyse statistique commentée.

Sa restitution est proposée sous deux formes complémentaires :

- le présent document propose une **synthèse des résultats** à partir de l'analyse réalisée,
- certaines représentations statistiques (histogrammes, graphes**...**) sont disponibles en ligne pour permettre une exploration interactive des résultats sous la forme de **visualisations dynamiques**[1].

A brève échéance, des **publications scientifiques** valoriseront l'ensemble des résultats en détaillant notamment les développements méthodologiques.

Accessibilité des données : une logique d'Open Science

Dans le cadre d'une démarche en cohérence avec son objet d'observation et avec les principes de l'*Open Science*, les productions de GÉOBS sont mises à disposition tout au long du projet sous la Licence Ouverte d'Etalab.

Plusieurs canaux de diffusion sont mobilisés pour diffuser les résultats de cette enquête :

- le présent livrable est envoyé aux participants et diffusé sur le site web du projet[2],
- les visualisations interactives sont diffusées sur une plateforme web rassemblant plusieurs travaux de recherche concernant le géoweb[3]. A chaque visualisation en ligne est associé le jeu de données tableur (fichier CSV) issu de l'enquête,
- Les versions auteur (dites « pre-print ») des publications scientifiques sont déposées sur les dépôts institutionnels HAL-SHS et l'équipe privilégie la publication dans des revues en *open access*.

[1] Des liens hypertextes sont proposés (dans des encadrés) en complément des analyses.
[2] http://www-iuem.univ-brest.fr/pops/projects/geobs
[3] http://www.geobs.cnrs.fr

CONTEXTE DE L'ENQUETE : LE PROJET DE RECHERCHE GÉOBS

GÉOBS est un projet de recherche coordonné par le CNRS (laboratoires Passages-Bordeaux et LETG-Brest) et financé par la région Nouvelle-Aquitaine sur la période 2015-2017. Son objectif est d'étudier les flux d'information géographique qui circulent sur le web pour analyser les stratégies des pouvoirs publics afin d'organiser la **circulation des connaissances sur l'environnement**. L'analyse des **contenus** et des **usages** de l'information géographique institutionnelle opérée par une **observation multi-niveaux** (du national au local) des Infrastructures de Données Géographiques est un enjeu scientifique pour comprendre les stratégies contemporaines de « **gouvernance informationnelle** » de l'environnement. **GÉOBS** entend également répondre à un enjeu institutionnel dans la mesure où les acteurs internationaux, régionaux et locaux chargés de produire de l'information géographique se demandent encore aujourd'hui quel est l'impact de ces dispositifs socio-techniques en termes d'amélioration de la gestion des territoires.

Nous adoptons deux définitions de la notion d'infrastructure de données géographique (IDG) issue de la littérature scientifique internationale.

- La définition **par composante** (Rajabifard et al., 2002) :
  « *Solutions fédérées qui rassemblent, dans un cadre dynamique, les informations, les réseaux informatiques, les normes et standards, les accords organisationnels et les ressources humaines nécessaires pour faciliter et coordonner le partage, l'accès et la gestion des informations géographiques.* »
- La définition **par flux** (Vandenbroucke et al., 2009) :
  « *Organisations qui produisent, utilisent et partagent des informations géographiques, et en termes de flux entre ces organisations. Organisation et flux forment un réseau de partage et d'échange d'informations.* »

GÉOBS observe des dispositifs aux contours potentiellement variés mais dont l'objectif commun est de favoriser le partage de données géographiques institutionnelles.

Trois perspectives sont envisagées dans ce projet :

- analyse du **contenu** des IDG - par la mobilisation d'une démarche interdisciplinaire associant géographie, informatique, et sciences de l'information et de la communication, GÉOBS étudie les sites web et les géocatalogues pour décrypter les stratégies d'affichage et la couverture organisationnelle, thématique, spatiale, temporelle des données diffusées,
- analyse de la **gouvernance** des IDG - à partir d'entretiens auprès des promoteurs des IDG et des plateformes qui diffusent de l'information géographique (observatoire, portail opendata, etc.), GÉOBS retrace l'origine, l'état actuel et les perspectives d'évolution des IDG face aux nouvelles offres en matière de production/diffusion d'information géographique,
- analyse des **usages** des IDG - une enquête nationale complétée par des études de cas est réalisée pour comprendre l'impact de ces dispositifs sur les pratiques quotidiennes de gestion des territoires.

Pour mener à bien cette triple analyse, le projet réunit des chercheurs rattachés à 3 laboratoires de géographie (Passages-Bordeaux, LETG-Brest, PRODIG-Paris), un laboratoire en informatique (LaBRI-Bordeaux) et un laboratoire en sciences de l'information et de la communication (MICA-Bordeaux).

Site web du projet : http://www-iuem.univ-brest.fr/pops/projects/geobs
Contacts: matthieu.noucher@cnrs.fr // francoise.gourmelon@univ-brest.fr

PRESENTATION DE L'ENQUETE : OBJECTIF ET DEROULEMENT

L'enquête, ouverte le 5 janvier 2017, était initialement prévue jusqu'au 15 février 2017. De manière à recueillir un maximum de réponses, elle a été prolongée jusqu'au 24 mars 2017.

Elle fait suite à l'enquête menée en 2015[4] dont l'objectif était d'identifier les fonctionnalités, les actions d'animation, les cibles et les objectifs des infrastructures de données géographiques françaises régionales et nationales.

L'enquête mise en oeuvre en 2017 doit permettre d'actualiser ces données, d'identifier de possibles évolutions et d'aborder quelques nouvelles thématiques en lien avec les développements du projet GEOBS. Réalisée en ligne à partir de LimeSurvey[5], elle est destinée aux responsables des 45 IDG françaises ayant répondu à l'enquête menée en 2015.

Le tableau ci-dessous synthétise les 15 questions du questionnaire (les questions optionnelles sont indiquées entre parenthèses).

Groupe de question	Nombre de questions	Principaux points abordés
Identification	4 (+1)	Identité du répondant et de l'ID
Fonctionnalités	1 (+1)	Evolutions techniques depuis l'enquête de 2012
Animation	1 (+ 5)	Inventaire des actions d'animation Nombre et thématiques des pôles métier
Co-production	1 (+2)	Type d'action de coproduction locale ou nationale
Moissonnage	2 (+4)	Flux de données entrant / sortant
Stratégie	6 (+4)	Objectifs, cibles, évolution, accessibilité des données

Tableau 1. Trame générale de l'enquête

[4] Dont la synthèse est disponible à l'adresse suivante : http://www-iuem.univ-brest.fr/pops/attachments/962
[5] Limesurvey est une plateforme d'enquête libre : https://www.limesurvey.org/en/

BILAN DE L'ENQUETE : TAUX DE REPONSE ET REDEFINITION DU CORPUS

1. Corpus initial

La population statistique de l'enquête est constituée des responsables des 45 IDG françaises ayant constitué le corpus de l'enquête menée en 2015, composé d'IDG nationales et régionales opérationnelles, dont on rappelle les conditions de sélection dans l'encadré ci-dessous.

Corpus de l'enquête 2015 (extrait du rapport « Fonctionnalités, gouvernance et animation des Infrastructures de Données Géographiques en France : vers un premier état des lieux »)

En parallèle de l'enquête, une analyse approfondie des sites web des IDG recensées par l'AFIGEO, a permis de dresser les trois constats suivants :
- l'échelon départemental semble être le moins bien représenté au sein de l'inventaire de 2014, des sites, initiés par des syndicats départementaux, des conseils généraux, etc., s'ouvrant régulièrement,
- de nombreux sites web d'IDG départementales ne sont accessibles qu'à leurs adhérents,
- plusieurs dispositifs institutionnels nationaux ne sont pas mentionnées dans l'inventaire 2014 de l'AFIGEO mais cités par les participants de l'enquête à l'image d'InfoTerre (BRGM), du Géoportail de l'Urbanisme (MEDDE) et de GEO-IDE (Etat).

Par conséquent, dans l'objectif d'étudier la mise en partage de l'information géographique à partir de l'analyse du contenu, de la gouvernance et des usages d'infrastructures de données géographiques opérationnelles et accessibles, le corpus initial de GÉOBS a été redéfini en :
- écartant les IDG départementales (taux de réponse à l'enquête plus faible, exhaustivité de l'inventaire initiale peu fiable, sites web souvent difficile d'accès[6]),
- actualisant l'inventaire des IDG régionales pour ne conserver que les plateformes opérationnelles,
- complétant l'inventaire des IDG nationales pour disposer d'un panel le plus exhaustif possible des infrastructures portées par des institutions nationales.

Enfin, il faut souligner que plusieurs organismes de recherche développent des IDG : GEOSAS, INDIGEO… Certains de ces dispositifs sont liés à des financements de projets de recherche qui n'ont pas vocation à perdurer. Aussi, il a été décidé d'inclure les IDG de recherche dès lors qu'elles sont portées au niveau de leur instance et qu'elles s'inscrivent ainsi dans une stratégie nationale de diffusion de l'information à l'image de Sextant mis en oeuvre par l'IFREMER.

En conséquence, les analyses statistiques développées […] se focalisent sur le corpus redéfini par l'équipe de recherche, (donc différent de l'inventaire 2014 de l'AFIGEO), soit 45 IDG, dont 16 nationales (au lieu des 13) et 29 régionales (au lieu des 34).

Les responsables d'IDG ont été sollicités :
- par courriel (suivi de relances personnalisées, si besoin),
- par l'intermédiaire du CNIG et de l'AFIGEO.

[6] Si ces IDG sont écartées de l'analyse statistique et la présente enquête, elles seront cependant prises en compte dans les études de cas que réalise l'équipe de recherche.

2. Taux de retour de l'enquête auprès des 45 IDG françaises

38 responsables[7] d'Infrastructures effectivement présentes dans le corpus initial (14 nationales et 24 régionales) ont répondu à l'enquête. De plus, 3 responsables d'infrastructures régionales n'ont pas complété le formulaire mais répondu par mail pour justifier leur non-réponse :

- L'APUR, après avoir « *initié une démarche INSPIRE en 2011/2012* » a « *réorienté cette démarche vers l'OpenData* » avec la mise en place d'une plateforme dédiée qui ne se limite pas aux données géographiques.
- Le GIP RECIA qui administre Géo-Centre n'avait plus, à l'époque de l'enquête[8], de ressource affectée au projet géomatique et l'IDG était alors « *en attente, les services proposés continuent de fonctionner en l'état* ».
- Enfin, l'APEM qui administrait GeoPyrénées, a cessé son activité.

Enfin, plusieurs non-réponses peuvent également s'expliquer par les évolutions institutionnelles récentes (la Loi NOTRe et le passage de 22 à 13 régions métropolitaines, en particulier) qui conduisent aux rapprochements voire à la fusion de certains dispositifs régionaux.

Ces évolutions (suppression, réorientation, fusion) nous semblent importantes à souligner car elles révèlent la fragilité et l'instabilité de ces dispositifs socio-techniques.

In fine, le taux de retour global, de 91% toute IDG confondue, est donc satisfaisant.

Tableau 2. Taux de retour de l'enquête par rapport au corpus initial, selon les échelons géographiques

	CORPUS INITIAL	REPONSES ENQUETE	HS / FUSION / ABANDON	TX DE RETOUR SUR IDG OPERATIONNELLES
National	16	14	0	87%
Régional	29	24	3	93%
TOTAL	45	38	3	91%

3. Redéfinition du corpus

En plus des 38 IDG déjà présentes dans le corpus, une autre réponse nous est parvenue de l'Infrastructure départementale de Données Géographiques GEOValdeMarne. Cependant, les IDG départementales ayant été exclues de l'analyse de 2015, la réponse de GeoValdeMarne n'a pas été conservée dans l'analyse.

Par ailleurs, les responsables de l'Infrastructure régionale de Données Géographiques de la Guadeloupe, KaruGéo, non présente dans le corpus initial car ouverte en avril 2016, ont été sollicités et ont répondu à l'enquête.

En conséquence, les analyses statistiques développées dans la partie suivante se focalisent sur le corpus redéfini par l'équipe de recherche, soit 39 IDG, dont 14 nationales et 25 régionales.

[7] Le titre de « responsable » renvoie à des statuts très hétérogènes en fonction des répondants : chef de projet de l'IDG, administrateur des données, directeur de la structure porteuse.

[8] Cette situation a changé depuis le 6/11/2017 avec le recrutement d'une personne en charge de mettre en œuvre et coordonner une démarche d'open data à l'échelle régionale, en s'appuyant sur la plate-forme de services numériques géographiques Géo-Centre.

Tableau 3. Réponse des IDG aux enquêtes de 2015 et 2017

ID	NOM	ECHELON	Réponse enquête 2015	Réponse Enquête 2017
1	Agroenvgeo	National	X	X
2	Atlasante	National	X	X
3	CARTOMER	National	X	X
4	Cartorisque Géorisques	National	X	X
5	Data SHOM	National	X	X
6	Geolittoral	National	X	X
7	Géoportail de l'urbanisme	National	X	X
8	Géoportail	National	X	X
9	GEOSUD	National	X	X
10	InfoTerre	National	X	X
11	ONML	National	X	X
12	Sextant	National	X	X
13	SIE EauFrance	National	X	X
14	SINP/INPN	National	X	X
	GeoFoncier	National	X	
	Geo-IDE	National		
15	GUYANE SIG	Régional	X	X
16	KaruGéo	Régional		X
17	CIGAL	Régional	X	X
18	CRAIG	Régional	X	X
19	CRIGE PACA	Régional	X	X
20	GeoBourgogne	Régional	X	X
21	GeoBretagne	Régional	X	X
22	GeoGuyane	Régional	X	X
23	GeoMartinique	Régional	X	X
24	GeoMayotte	Régional	X	X
25	GeoNormandie	Régional	X	X
26	GEOPAL	Régional	X	X
27	GeoPicardie	Régional	X	X
28	GEOREP	Régional	X	X
29	GEORHONEALPES	Régional	X	X
30	MiPyGeo	Régional	X	X
31	PEGASE	Régional	X	X
32	PEIGEO	Régional	X	X
33	PIGMA	Régional	X	X
34	PPIGE	Régional	X	X
35	SIG L-R	Régional	X	X
36	SIGERIF	Régional	X	X
37	SIGLOIRE	Régional	X	X
38	SIGOGNE	Régional	X	X
39	SIGRS GeoRhena	Régional	X	X
	APUR	Régional	X	
	CIGEO	Régional	X	
	GEOCENTRE	Régional	X	
	GEOLIMOUSIN	Régional	X	
	SIG Pyrénées	Régional	X	

N = 39

1. Fonctionnalités

1.1. Des évolutions technologiques centrées sur l'actualisation des briques logicielles

L'enquête de 2015 avait établi un état des lieux des spécifications fonctionnelles associées aux infrastructures de données géographiques. Ce panorama avait montré un 1er niveau de maturité technologique atteint par toutes les IDG françaises ; les différences entre IDG se jouant plutôt au niveau des fonctionnalités avancées (API, services web WPS, …).

Dans l'enquête de 2017, plus de la moitié des IDG ont déclaré que leur dispositif avait fait l'objet d'importantes évolutions techniques, constat plus fréquent dans les IDG nationales. Ces évolutions concernent notamment l'architecture logicielle de l'IDG (nouvelles versions de PRODIGE, geOrchestra, etc.).

Tableau 4. Evolution des fonctionnalités disponibles au sein des IDG françaises

	IDG déclarant une évolution des fonctionnalités
IDG nationales (N=14)	10 (71%)
IDG régionales (N=25)	13 (52%)
Toutes IDG confondues (N=39)	23 (59%)

1.2. Moissonnage : vers une intensification de la mise en réseau des géocatalogues

Le moissonnage est un mécanisme permettant de collecter des métadonnées sur un catalogue distant et de les stocker sur le nœud local pour un accès plus rapide. Le moissonnage n'est pas un import simple : les métadonnées locales et celles du catalogue distant sont synchronisées. Ainsi par exemple, depuis un catalogue régional il est possible d'accéder à l'ensemble des métadonnées des catalogues départementaux et à une sélection de métadonnées issues d'un catalogue national.

Analyser la mise en œuvre du moissonnage permet donc de mettre en lumière d'une part les relations (dimension qualitative) et d'autre part, les flux d'information (dimension quantitative) entre IDG. Cette double observation du processus de moissonnage permet en outre d'identifier par une représentation sous forme de graphe les nœuds centraux (ou isolés) et d'éventuels clusters (par la visualisation de sous-réseaux).

La figure 1 visualise le réseau des IDG étudiées (les 39 qui ont répondu à l'enquête et l'ensemble des autres catalogues qui y sont directement associés) et met en évidence :

- Les places centrales qu'occupent le géocatalogue national et la montée en puissance du portail data.gouv.fr qui moissonnent de nombreux catalogues régionaux ou nationaux (nœud de grande taille). On peut relever ici qu'en 2015, le géocatalogue constituait le nœud central du réseau (avec 21 moissonnages de catalogues régionaux ou nationaux contre 13 pour le portail data.gouv.fr) tandis qu'au printemps 2017, c'est désormais le portail data.gouv.fr qui moissonnent davantage d'IDG de notre corpus (28 moissonnages de catalogues régionaux ou nationaux signalés pour le portail data.gouv.fr contre 27 pour le géocatalogue).
- La place centrale de certaines infrastructures qui ne moissonnent pas ou peu de catalogue (nœud de petite taille) mais qui sont très moissonnées (cas d'EauFrance de l'ONEMA).

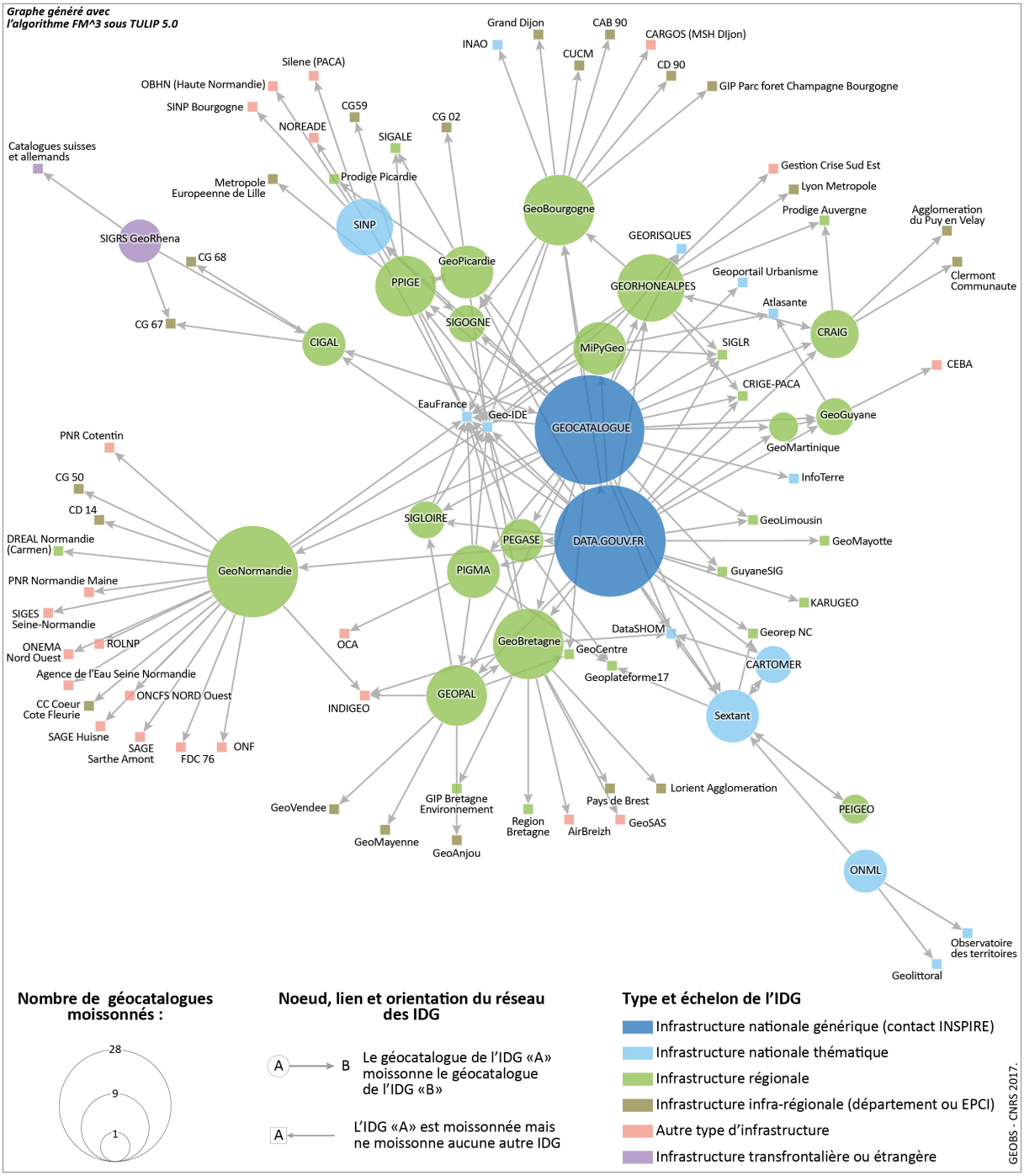


Figure 1. Réseau des relations inter-IDG établi par l'analyse des moissonnages entre et à partir des plateformes recensées

Au-delà de ces jeux de centralités au sein du réseau, d'autres configurations peuvent être soulignées :

- Les jeux d'échelle restent très marqués à travers la structure centre-périphérie du graphe. La plupart des IDG nationales occupent une place centrale, une première couronne périphérique donne un panorama des IDG régionales qui renvoient elles-mêmes vers une deuxième couronne périphérique composée majoritairement d'IDG initiées par des collectivités territoriales, des associations ou des syndicats départementaux ou intercommunaux.
- Une composante thématique autour de la mer, du côtier et des territoires ultramarins qui est, comme en 2015, bien marquée (liens Sextant, Cartomer, DataSHOM, ONML, PEIGEO, GEOREP.NC, etc.).

- Une intensification des actions de moissonnage de nombreuses infrastructures (comme GéoNormandie, par exemple) dont les catalogues sont beaucoup plus connectés qu'en 2015.
- A l'inverse, une baisse du nombre de liens de certains catalogues qui peut s'expliquer par des changements de logiques de catalogage (cas de PIGMA, par exemple, qui internalise les catalogues de plusieurs de ses partenaires qui jusque-là disposaient de leur propre système).
- L'apparition de géocatalogues étrangers qui rentrent dans ce réseau de moissonnage via les IDG transfrontalières.

Les résultats du moissonnage des géocatalogues sont à explorer sur les graphes interactifs disponibles sur : http://www.geobs.cnrs.fr/

2. Animation

2.1. Un développement des actions de communication

La plupart des IDG accompagnent le déploiement de leur dispositif technique d'une série d'actions d'animation visant à favoriser l'appropriation des outils / données par un large spectre d'acteurs, et à impulser une dynamique autour d'un thème ou d'un territoire. Les formations aux outils, aux données, aux aspects réglementaires ou thématiques côtoient des actions de communication et d'animation de groupes de travail (figure 2). Un léger glissement de ces actions d'animation semble s'opérer depuis l'enquête de 2015 (figure 3) avec un renforcement des actions de communication (réseau de partenaires, organisation de manifestations, …).

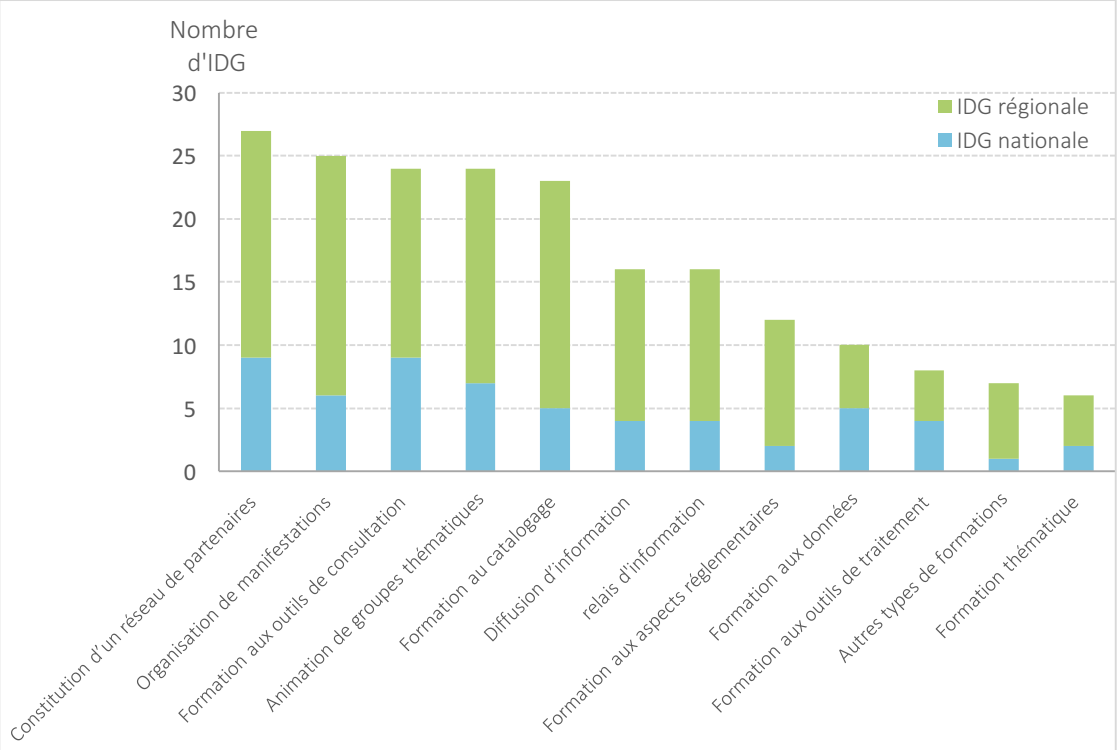


Figure 2. Les différentes actions d'animation associées aux IDG françaises en 2017

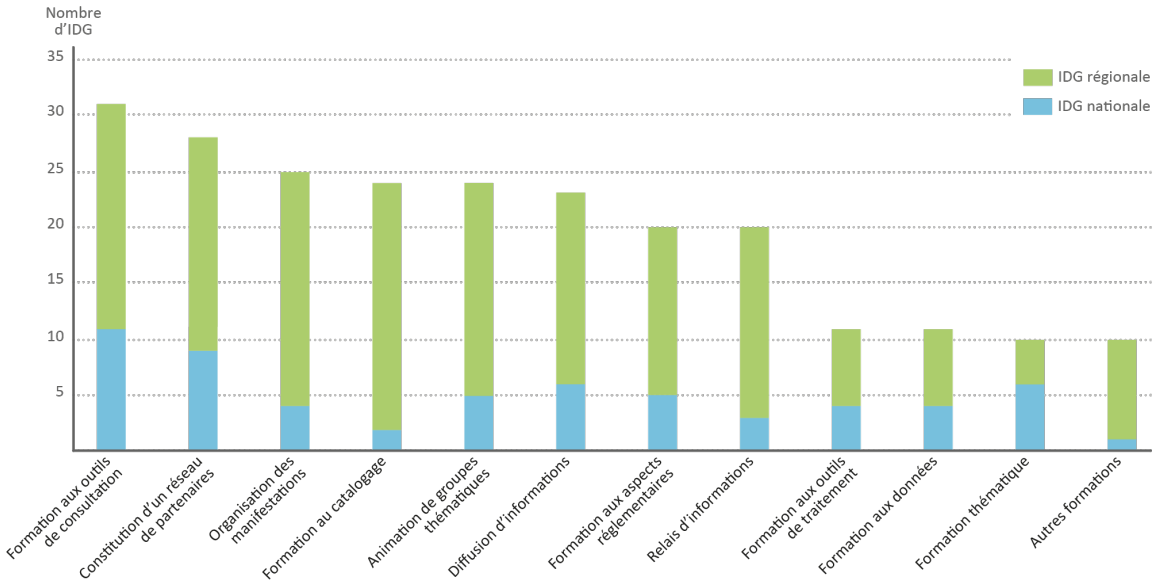


Figure 3. Les différentes actions d'animation associées aux IDG françaises en 2015

2.2. La confirmation de la spécialisation des pôles métiers

La part des IDG animant des groupes de travail ou pôles métier a augmenté avec désormais 61% des IDG animatrices contre 54% en 2015.

Le nombre moyen de pôles métiers reste stable avec toujours 5 à 6 pôles métier mais les différences entre les échelons national et régional se sont atténuées avec la moitié des IDG nationales qui animent désormais un pôle métier et 71% des IDG régionales.

Tableau 5. Nombre de pôles métier associés aux IDG (Enquêtes 2015 et 2017)

	IDG déclarant animer des pôles métier		Nombre moyen de pôles métiers		Nombre minimum		Nombre maximum	
	Enquête 2015	Enquête 2017	Enquête 2015	Enquête 2017	Enquête 2015	Enquête 2017	Enquête 2015	Enquête 2017
IDG nationales	5 (33%)	7 (50%)	5	3	2	1	12	10
IDG régionales	19 (65%)	17 (68%)	6	6	1	1	12	12
Toutes IDG confondues	24 (54%)	24 (61%)	5.5	5	1	1	12	12

L'enquête de 2015 concluait que les groupes de travail tendaient à s'inscrire davantage dans des thématiques relatives par exemple à l'acquisition partagée des référentiels géographiques ou encore aux aspects techniques liés à l'interopérabilité des plateformes web. Cette tendance est confirmée dans l'enquête de 2017 qui montre une diminution des groupes de travail généralistes (i.e. centrés sur les aspects techniques ou sur les référentiels) au profit d'un accroissement des groupes focalisés sur des entrées thématiques.

Tableau 6. Répartition des IDG dans l'animation des différents types de pôles métier (Enquêtes 2015 et 2017)

	Pôle métier « Aspects techniques »		Pôle métier « Référentiels »		Pôle métier « Thématiques »	
	Enquête 2015	Enquête 2017	Enquête 2015	Enquête 2017	Enquête 2015	Enquête 2017
IDG nationales	4 (27%)	0 (0%)	1 (7%)	1 (7%)	5 (33%)	7 (50%)
IDG régionales	12 (41%)	12 (48%)	14 (48%)	12 (48%)	18 (62%)	15 (60%)
Toutes IDG confondues	16 (36%)	12 (31%)	15 (34%)	13 (33%)	23 (52%)	22 (56%)

Les thématiques de ces groupes métiers sont assez similaires à celles de l'enquête de 2015 et confirment la tendance évoquée ci-dessus (diminution du nombre de groupes de travail consacrés à Inspire, à l'open data, aux spécifications fonctionnelles de l'IDG, …) (figure 4). Les groupes métier sur l'occupation des sols, l'acquisition de données, l'urbanisme restent les plus représentés.

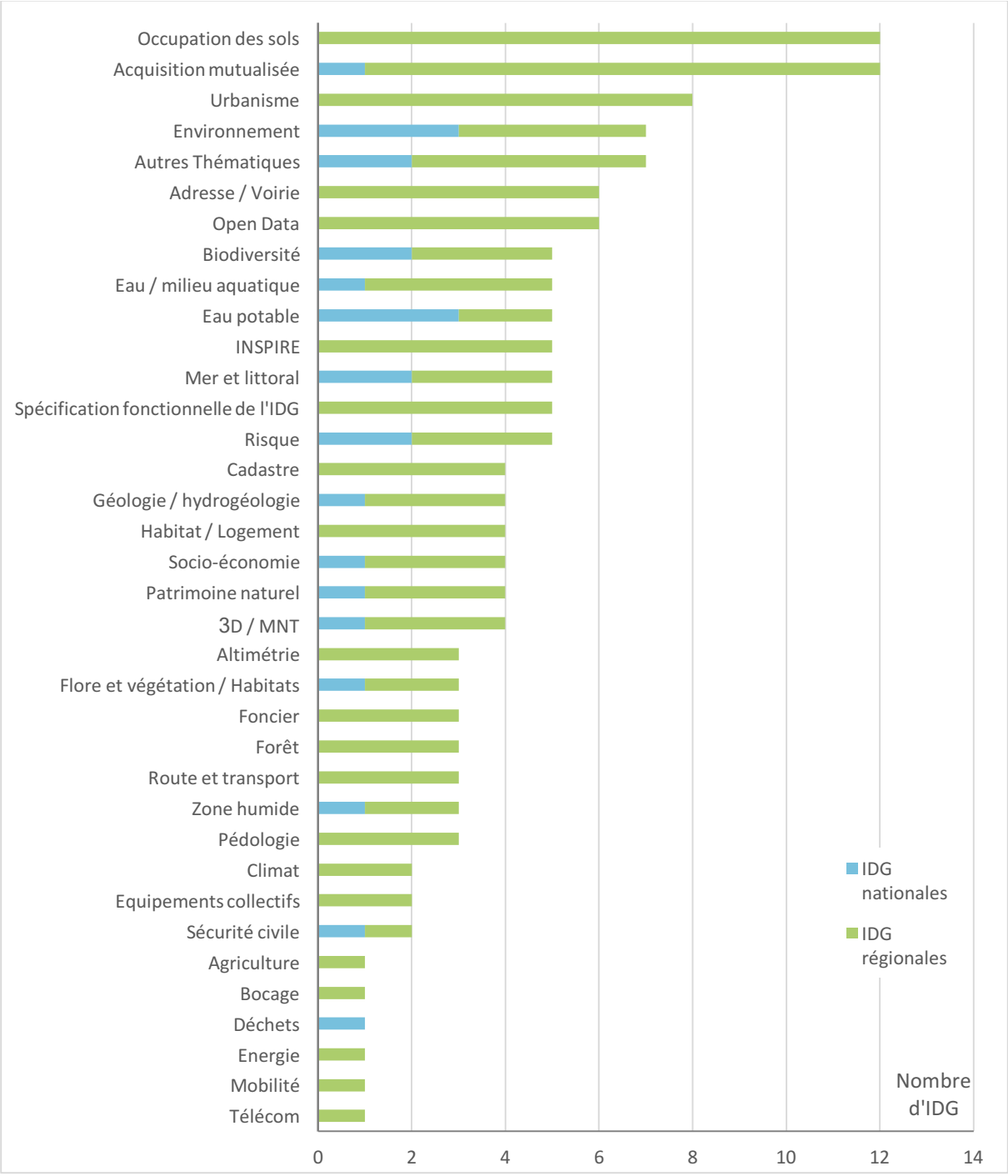


Figure 4. Répartition détaillée des pôles métier associés aux 39 IDG régionales et nationales en France en 2017. (la liste est établie à partir des dénominations des IDG d'où certains recoupements possibles)

2.3. Des actions collaboratives aux différents stades de création des données

L'enquête 2017 conforte les tendances observées en 2015. La mise en œuvre d'actions collaboratives reste limitée au niveau national (6 IDG) alors que 18 IDG régionales mettent en œuvre ce type d'actions.

Les actions collaboratives concernent principalement les phases de conception des données au niveau régional. A l'échelle nationale, les actions mises en œuvre le sont à tous les niveaux de la construction de nouveaux jeux de données (figure 5).

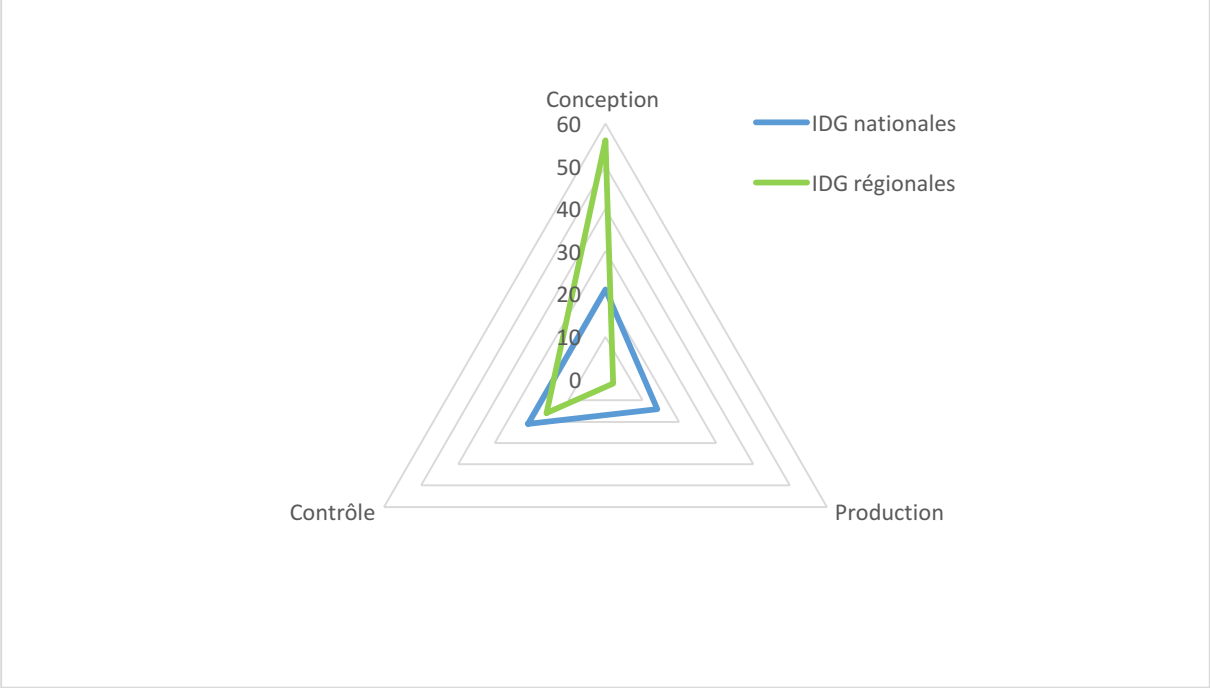


Figure 5. Actions de collaboration lors des différents stades de construction de nouvelles bases de données en 2017.

Les résultats sur les actions d'animation (2015 / 2017) sont à explorer sur :
http://www.geobs.cnrs.fr/

3. Stratégies

Une série de questions ouvertes invitaient les répondants à exprimer leurs objectifs et perspectives d'évolution. Le traitement de ces réponses ne peut faire l'objet d'une analyse statistique (population trop faible) mais quelques grandes tendances peuvent se dégager.

3.1. Des publics ciblés selon les échelons territoriaux

L'enquête de 2017 confirme globalement les résultats de 2015 quant aux cibles prioritaires des IDG avec une différence entre les niveaux national et régional (figure 6). Les infrastructures nationales visent d'abord les services de l'Etat mais cherchent également à répondre aux attentes d'un large spectre d'acteurs. Les IDG régionales concentrent plutôt leurs actions sur trois sphères d'acteurs : les services de l'Etat, les collectivités territoriales et

les établissements publics. L'ouverture vers les entreprises privées semble cependant s'être un peu développée pour les IDG régionales depuis 2015. Les associations et le milieu universitaire restent des cibles minoritaires.

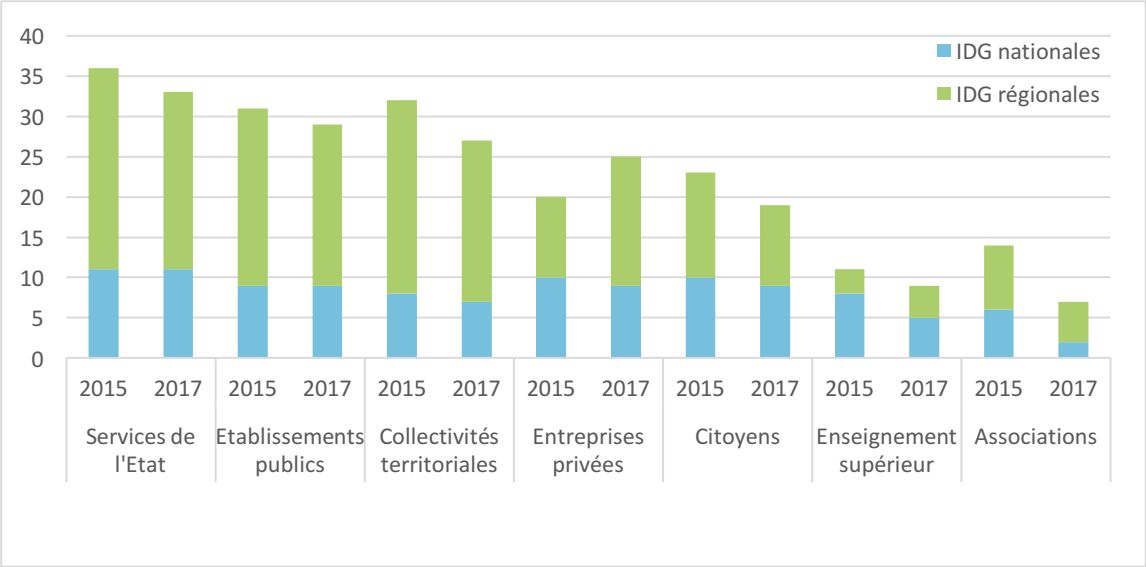


Figure 1. Répartition des types d'acteurs visés par les IDG nationales et régionales en 2015 et 2017 (Enquête 2015 : 44 IDG répondantes ; Enquête 2017 : 39 IDG répondantes).

3.2. Les multiples facettes du partage de données

Trente-sept des 39 répondants à l'enquête considèrent que l'amélioration de l'accessibilité des données géographiques est l'un des objectifs prioritaires de leur IDG. Cependant, force est de constater que la notion de *partage de données* revêt des acceptations très différentes d'une réponse à l'autre : de la diffusion à l'échange en passant par la mutualisation. Par ailleurs, lorsque les enquêtés sont interrogés sur les modalités pratiques mises en œuvre pour faciliter l'accessibilité des données, là aussi, un panel diversifié de solution est mis en avant : des outils de consultation (géoportail, cartothèque) aux fonctions permettant le téléchargement (espace FTP), en passant par les services web et la documentation.

3.3. La difficile question de l'égalité de traitement informationnel des territoires

Douze des 14 IDG nationales et 22 des 25 IDG régionales interrogées considèrent qu'assurer une égalité de traitement des territoires couverts par leur infrastructure est également considéré comme un objectif prioritaire. Dans cette perspective, pour répondre à cet objectif, les IDG font appel à un très large registre d'actions : des efforts d'animation, de formation, la délocalisation de réunion ou de groupe de travail, un travail d'harmonisation de la couverture de données, la production de référentiels géographiques homogènes ou encore l'implication dans la gouvernance de l'IDG d'acteurs issus d'échelons et de territoire diversifiés.

Au-delà de ces registres organisationnels (animation, formation, gouvernance) et techniques (production de référentiels, harmonisation de données), plusieurs répondants soulignent leurs difficultés à engager des actions susceptibles de répondre à cet objectif pourtant jugé prioritaire.

CONCLUSION, PERSPECTIVES

Cette enquête a permis d'actualiser l'état des lieux établis en 2015 et de souligner ainsi les évolutions en cours au niveau des fonctionnalités, des actions d'animation et des stratégies de pilotage des infrastructures de données géographiques françaises d'échelon régional et national.

Dans le cadre de GÉOBS, les résultats de ces deux enquêtes (2015 et 2017) seront prochainement croisés avec les autres chantiers du projet relatifs :

- au contenu des géocatalogues (couverture organisationnelle, spatiale, thématique, temporelle des métadonnées) ;
- à l'exploration et la qualification des sites web (discours affichés) ;
- au décryptage des entretiens menés auprès des responsables nationaux et régionaux depuis 2015 ;
- aux usages des IDG.

C'est le croisement des analyses résultant de ces chantiers complémentaires qui permettra de mettre en évidence la contribution des IDG françaises et de leurs récentes évolutions à la gouvernance informationnelle de l'environnement.